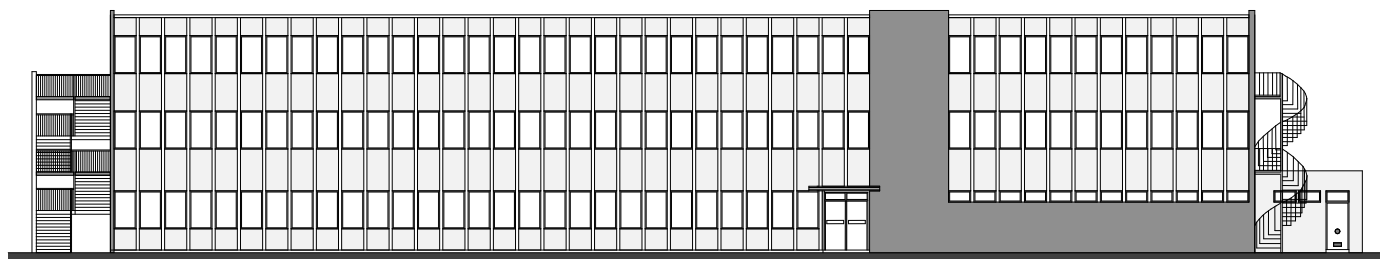


RÉNOVATION DU BÂTIMENT IFSI - HOPITAL DELAFONTAINE



CCTP LOT N°02 SOLS SOUPLES - PEINTURES - FAUX PLAFONDS

Maîtrise d'Ouvrage:

**CENTRE HOSPITALIER DE
SAINT-DENIS**

Adresse du site concerné:



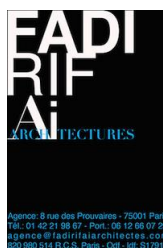
Centre Hospitalier de Saint-Denis

HOPITAL DELAFONTAINE

2 rue du Docteur DELAFONTAINE

93205 SAINT-DENIS Cedex

Architecte:



FADI RIFAI ARCHITECTES

8 rue des Prouvaires

75001 PARIS

agence@fadirifaiarchitectes.com

Tel: 01 42 21 98 67

..	..	D
..	..	C
..	..	B
..	..	A
Création :	13.09.2023	0
Objet des modifications :	Date	Indice
PHASE : DCE		
N° Affaire:	Responsable : FAD	PROJET F.R.A.
Date de création:	Dessinateur : SZ	PHASE PRO
		AUTEUR FR
		FORMAT A4
		TYPE CCTP
		NIVEAU
		ZONE TOUT
		N°
		ECH
		DATE 13.09.2023
		INDICE 0
Nom du fichier : IFSI-Delafontaine.pln		

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - EXPOSE	5
1.1 - OBJET	5
1.2 - DEFINITION DU PROJET	5
1.3 - NATURE DES TRAVAUX	5
1.4 - PLANNING DE L'OPERATION	5
1.5 - PRESENCE D'AMIANTE	6
1.5.1 - PRECAUTIONS PARTICULIERES :	6
1.5.2 - LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION.	6
1.5.3 - L'ISOLEMENT DES ZONES DE TRAVAUX	6
1.6 - EXECUTION DES TRAVAUX EN SITE OCCUPE	7
1.6.1 - PHASAGE EN SITE OCCUPE	7
1.6.2 - TRAVAUX EN HORAIRES DECALES :	7
1.7 - CHANTIER A FAIBLES NUISANCES	7
1.8 - PROTECTION DES OUVRAGES	8
1.9 - ORGANISATION DU CHANTIER - DELAIS - PENALITES	8
1.10 - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	8
CHAPITRE 2 - PRESCRIPTIONS GENERALES ET COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS	10
2.1 - GENERALITES	10
2.2 - REGLEMENTATION	11
2.3 - MANUTENTIONS	12
2.4 - ECHAFAUDAGES	12
2.5 - PROTECTIONS DES OUVRIERS	12
2.6 - NETTOYAGE GRAVOIS	13
2.7 - PLANS D'EXECUTION	13
2.8 - COORDINATION	13
2.9 - ECHANTILLONS MODELES	13
2.10 - CONTROLE	14
2.11 - DOCUMENTS DE RECOLLEMENT	14
2.12 - BUREAU DE CONTROLE ET CSSI	15
2.13 - PRESENTATION DES OFFRES	15
2.14 - CONNAISSANCE DES CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	15
CHAPITRE 3 - REFERENCES ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	16
3.1 - PEINTURE	16
3.1.1 - NORMES ET REGLEMENTS	16
3.1.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	16
3.1.3 - NETTOYAGE	19
3.2 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	20
3.2.1 - NORMES ET REGLEMENTS	20
3.2.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	20
3.3 - FAUX PLAFONDS DEMONTABLE	21
3.3.1 - NORMES ET REGLEMENTS	21
3.3.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	21
3.3.2.1 - Tenue au feu	21
3.3.2.2 - Tenue dans le temps	21
3.3.2.3 - Propriete physique	21

3.3.2.4 -	Système de montage	22
3.3.2.5 -	Planeite	22
3.3.2.6 -	Coupes – Découpes – Liaisons avec les autres entreprises	22
3.3.2.7 -	Ventilation plenums faux plafonds	22

CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES SITE POLLUE **23**

4.1 -	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	23
4.2 -	PLAN DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	23
4.3 -	LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	24
4.4 -	LES VETEMENTS DE PROTECTION	24
4.5 -	INFORMATION	25
4.6 -	CONSIGNES ET PROCEDURE	25
4.7 -	ORGANISATION DES SECOURS	25
4.8 -	SURVEILLANCE MEDICALE	25
4.9 -	FORMATION	25
4.10 -	SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR	25
4.11 -	PREPARATION DES TRAVAUX	26
4.12 -	DECHETS ISSUS DE LA DEPOSE ET DU CURAGE	26
4.13 -	STOCKAGE DES DECHETS	26
4.14 -	ELIMINATION, CONDITIONNEMENT ET TRAITEMENT	27
4.14.1 -	DECHETS SOLIDES.	27
4.14.2 -	POUSSIERES.	27
4.15 -	EVACUATION DES DECHETS	27
4.15.1 -	MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE FRIABLE ET DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE LIBRE	27
4.15.2 -	MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE LIE OU FIXE PAR UN LIANT NATUREL OU ARTIFICIEL (COLLE, CIMENT, BITUME...) OU AMIANTE CIMENT DECONSTRUIT	28
4.16 -	TRANSPORT DES DECHETS	28
4.16.1 -	CONSIGNES REMISES AU TRANSPORTEUR.	28
4.16.2 -	DECHETS D'AMIANTE FRIABLE OU CEUX CONTENANT DE L'AMIANTE LIBRE	29
4.16.3 -	DECHETS D'AMIANTE LIE	29
4.17 -	TRAITEMENT DES DECHETS	29
4.17.1 -	DECHETS DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE LIBRE OU LIE OU FIXE PAR UN LIANT NATUREL OU ARTIFICIEL (COLLE, CIMENT, BITUME...) A UN MATERIAU NON DANGEREUX	29
4.17.2 -	DECHETS D'AMIANTE LIE A DES MATERIAUX INERTES	29
4.17.3 -	DECHETS NON AMIANTES	29

CHAPITRE 5 - DESCRIPTION DES OUVRAGES **30**

5.1 -	TRAVAUX INTERIEURES DE PEINTURE	30
5.1.1 -	SUR PLAFONDS	30
5.1.2 -	SUR MURS	30
5.1.3 -	SUR BOISERIES	30
5.1.4 -	SUR METAUX	31
5.1.5 -	SUR PVC	31
5.2 -	NETTOYAGES	31
5.3 -	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	31
5.3.1 -	RAGREAGE DES AIRES DE POSE	31
5.3.2 -	COLLES	32
5.3.3 -	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES EN LES	32
5.3.4 -	BARRES DE SEUIL	32
5.3.5 -	SOLS RESINE EPOXY	33
5.4 -	FAUX PLAFONDS	33

Rénovation de l'IFSI

C.C.T.P. Lot 02 Sols souples – Peintures – Faux Plafonds

Page 4 sur 35

5.4.1 - FAUX PLAFONDS DE COULEUR	33
5.4.2 - FAUX PLAFONDS BLANCS	34
5.4.3 - FAUX-PLAFOND RESISTANT A L'HUMIDITE	35
5.4.4 - GRILLES DE VENTILATION	35
5.4.5 - TRAPPES DE VISITES	35

CHAPITRE 1 - EXPOSE

1.1 - OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la description des travaux du
Lot 02 – Sol souple – Peintures – Faux Plafonds pour :

**La rénovation des châssis du Bâtiment IFSI
Pour
L'Hôpital Delafontaine à SAINT DENIS**

Les travaux seront exécutés conformément aux instructions des plans et C.C.T.P. joints dressés par :

FADI RIFAI ARCHITECTE SAS

8, rue des Prouvaires - 75001 PARIS
☎ : 06 12 66 07 29 ET 01 42 21 98 67
E-mail: agence@fadirifaiarchitectes.com

assisté de:

ACORE

Coordonnateur SSI

PLACE ST MARTIN – LOUVERNE
CS 76111 - 53062 LAVAL CEDEX 9
☎ : 02.43.37.80-14 / 06.07.75.59.93
E-mail: contact@acore.fr

PREVENTEC

Bureau de Contrôle technique

407 RUE SALVADOR ALLENDE
59120 LOOS
☎ : 03 20 42 10 10
E-mail: dea@preventec.fr

1.2 - DEFINITION DU PROJET

L'ensemble immobilier concerné est composé d'un seul bâtiment en R+2.
Le remplacement des châssis ouvrants et fixes concerne l'ensemble des façades.

1.3 - NATURE DES TRAVAUX

Les travaux du présent lot concernent principalement les travaux de rénovation intérieure du bâtiment à savoir le remplacement des faux plafonds, les peintures sur les supports existants et la mise en place de sol souple sur les sols existants.

La présence d'amiante et de plomb dans les ouvrages nécessite des conditions particulières de réalisation, rappelées dans le paragraphe 1.5 ci-après. La méthode d'encapsulage a été décidé par la maîtrise d'ouvrage.

1.4 - PLANNING DE L'OPERATION

Le projet est prévu en **plusieurs phases** sur une durée globale **de 4 mois** y compris période de préparation de chantier l'activité sera maintenu dans le bâtiment.

1.5 - PRESENCE D'AMIANTE

L'attention des entreprises est attirée sur le risque AMIANTE et sur la réglementation en vigueur dans ce domaine.

Elle devra obligatoirement prendre connaissance du D.T.A. (Dossier Technique Amiante) du site considéré, joint au présent dossier.

Aucune intervention ne devra être effectuée dans les zones concernées par de l'amiante sans que le S.P.S. désigné par le Maître d'ouvrage ne soient consultés.

L'entreprise devra le respect de l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante ainsi que le respect des prescriptions du Code du Travail, en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

Étant donnée la présence d'amiante dans les joints de vitrage, la dépose et l'évacuation des ouvrants sera réalisée par le présent lot selon (voir article désamiantage).

Étant donnée la présence d'amiante dans les joints entre dormant et la structure porteuse, les travaux de pose des châssis rénovation devront être réalisés par du personnel qualifié conformément à la sous-section 4 du décret 2012-639 du 4/5/12 modifié.

1.5.1 - Précautions particulières :

Dès lors qu'il sera nécessaire d'intervenir sur un produit amianté, les dispositions citées ci-après s'appliqueront principalement pour les percements.

Les prestations de l'entreprise comprendront :

- L'élaboration du plan avec l'implantation des percements à réaliser.
- Tous matériels et engins nécessaires aux percements dans des matériaux contenant de l'amiante et au traitement des déchets et rejets.
- La mise en place des protections spécifiques.
- Toutes sujétions de précautions sujettes aux dits travaux.
- La certification des résultats à obtenir.

Aucun percement ne pourra être effectué sans une validation du coordonnateur SPS.

1.5.2 - Les équipements de protection.

En complément des EPI spécifique leur travaux, le personnel devra être équipé des équipements de protection réglementaires pour les travaux en présence d'amiante :

- Appareils de protection respiratoire filtrants décontaminables.
- Vêtements de protection jetables non tissés ou lavables, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets, comprenant combinaison, gants de type chirurgical renforcé par des gants de manutention en fonction de la nature des travaux réalisés.
- Bottes ou chaussures de sécurité lavables + protège chaussures.

En fin d'utilisation, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiante.

L'entreprise devra remettre des consignes écrites à chacun des personnels affectés aux travaux de retrait de l'amiante de manière à l'informer.

1.5.3 - L'isolement des zones de travaux

Les zones de travaux seront délimitées et isolées par des parois en polyane réalisées par le présent lot 01.

Ces parois provisoires seront maintenues en place pendant toute la durée des travaux de chaque zone et déposées, après validation des tests libératoires.

1.6 - EXECUTION DES TRAVAUX EN SITE OCCUPE

1.6.1 - Phasage en site occupé

Les travaux seront réalisés par zone selon un phasage à élaborer avec la MO, les zones de travaux seront libres de toute occupation, néanmoins, les mobiliers et équipements seront laissés en place par les utilisateurs.

Les locaux hors zone de travaux en cours, seront occupés par le personnel du site.

En conséquence, toutes les mesures de protection devront être mises en œuvre et maintenues pendant la durée du chantier, et notamment :

- Balisage et signalétique des zones de chantier
- Protection des sols entre la zone de travaux et les ascenseurs
- Protection de l'appareil élévateur mis à disposition pour le personnel de chantier
- Protection des zones de stockage extérieur (barrières type Heras, balisage et signalétique)
- Nettoyage quotidien des abords des zones de chantier et des circulations utilisées par le personnel de chantier.

1.6.2 - Travaux en horaires décalés :

En fonction des nuisances sonores, poussières ou autres, la Maitrise d'œuvre pourra imposer que des interventions se fassent en horaires décalés et notamment le Samedi.

1.7 - CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Du fait de l'implantation du chantier, de la localisation des travaux dans un milieu occupé, de la proximité avec des bâtiments d'hospitalisation et d'autres types d'établissements, le maître d'ouvrage se trouve dans l'obligation morale de limiter au maximum les nuisances du chantier.

Les nuisances de chantier récurrentes sont :

- Le bruit et les vibrations,
- La poussière et les odeurs,
- La pollution des milieux,
- L'impact visuel,
- La perturbation de la circulation piétonne,
- La perturbation de la circulation automobile,
- La détérioration de la végétation, du bâti des ouvrages à risques,
- Les risques pour la santé des travailleurs et des riverains.

Celles-ci doivent être au maximum minimisées par l'emploi de matériels ou matériaux les plus adaptés à la limitation des nuisances.

On citera par exemple :

- Respect des horaires et recommandations municipales pour les travaux générant du bruit
- Matériel électroportatif sélectionnés parmi les moins bruyants,
- Choix de matériel léger plutôt que matériels lourds utilisant des compresseurs à air bruyant
- Choix de matériel électrique plutôt que des matériels à énergie thermique plus bruyants et/ou polluants
- Choix de procédé de lavage avec récupération des effluents pour traitement avant rejet ;
- Choix de matériels et matériaux pour leur faible impact environnemental en particulier au niveau olfactif et d'émission de vapeurs de solvants nocif ;
- Limitation de l'émission de poussière lors des démolitions et/ou des évacuations des gravats
- Évacuations des déchets de chantier au fur et à mesure de leur production, évitant ainsi les stockages désordonnés et inesthétiques ;
- Etc.
- Afin de valider la prise en compte de ces impératifs, chaque entreprise définira précisément dans son offre, les actions concrètes qu'elle compte mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de chantier à faibles nuisances.
-

1.8 - PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra toutes les protections nécessaires afin de protéger les ouvrages et mobiliers intérieurs comme extérieurs.

Les ouvrages finis seront à livrer sur le chantier sous emballages plastifiés. Les éclats et autres défauts qui pourraient apparaître sans qu'en soit déterminé le responsable, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Si ces détériorations apparaissaient sur ses ouvrages livrés et posés finis, ceux-ci devraient être remplacés aux frais du responsable si celui-ci était déterminé, aux frais de l'entrepreneur s'il n'était pas déterminé.

Toutes les pièces métalliques susceptibles d'être corrodées devront recevoir une protection anticorrosion.

1.9 - ORGANISATION DU CHANTIER - DELAIS - PENALITES

L'entreprise se reportera aux prescriptions fixées par le CCAP. A défaut les points évoqués ci-dessous seront à minima respectés.

L'Entrepreneur remettra une installation complète, en parfait ordre de marche et répondant intégralement aux impératifs d'exploitation.

En conséquence, il ne pourra, sous aucun prétexte, faire ultérieurement état d'omissions, erreurs ou mauvaises interprétations du dossier pour se dispenser de fournir ou d'installer une partie d'équipement dont l'absence mettrait en cause le fonctionnement de l'installation en son intégralité ou encore justifierait une demande de supplément de prix.

Le fait pour l'Entrepreneur adjudicataire de respecter les clauses des pièces écrites par le Maître d'œuvre ne saurait en aucun cas le soustraire à sa pleine et entière responsabilité d'Entrepreneur.

L'Entrepreneur aura obligation de communiquer par écrit au Maître d'ouvrage ainsi qu'au Maître d'œuvre (recommandé avec AR), toute réserve qu'il pourrait émettre quant à des défauts de conformité de dispositifs ou d'installations relevant ou non de sa prestation mais dont il prendrait connaissance lors de l'exécution des travaux, que ces défauts concernent ou non sa propre réalisation.

Les travaux seront réalisés suivant le calendrier général d'exécution, établie suivant les prérogatives du Maître d'Ouvrage et des entrepreneurs des différents lots.

Dans un délai maximal de 1 semaine après la notification du marché, l'Entrepreneur sera tenu de fournir au Maître d'Ouvrage et à son Maître d'œuvre, un planning prévisionnel de réalisation de ses travaux.

Le non-respect du planning prévisionnel est susceptible d'entraîner pour le titulaire, si sa responsabilité est engagée, l'application des pénalités contractuelles prévues dans ce cas.

1.10 - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Les entrepreneurs s'engagent à exécuter l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages.

Dans le cas ou des contradictions entre les pièces écrites et les pièces graphiques apparaîtraient, l'entrepreneur doit en avertir au plus tôt le Maître d'Œuvre. Les présents CCTP déterminent le cadre de programme à requérir, charge restant aux entreprises d'élaborer leurs plans d'exécution, avec toutes les études spécifiques nécessaires et appropriées (notes de calculs, détails, ...).

Les obligations comprennent aussi :

- Prise de connaissance de l'intégralité des pièces constructives des dossiers DCE et MARCHE
- Visite des lieux pour une parfaite connaissance du site et des conditions de réalisations.
- Connaissance des règles environnementales et des coûts et taxes induites directement et indirectement sur les lots concernés.
- Le marché a un caractère global et forfaitaire. Tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations sont de ce fait inclus sans réserve ni limite dans l'offre y compris dans le cas ou leurs descriptifs viendraient à manquer ou être incomplets dans les pièces du dossier marché.

Rénovation de l'IFSI

C.C.T.P. Lot 02 Sols souples – Peintures – Faux Plafonds

Page 9 sur 35

- Réalisation d'ouvrages témoins : rendre contractuelle la livraison d'un ou plusieurs ouvrages témoins selon Acte d'engagement Marché des travaux.
- Pendant la phase de préparation de chantier, chaque entrepreneur devra présenter au MOE et au MOA des échantillons relatifs à sa prestation ; plus variantes à valider.
- Les documents d'exécution doivent être établis par chaque entreprise, d'après les prescriptions de la MOE. Ces documents doivent être soumis à la MOE pour validation et, si nécessaire, au BCT pour visa. Aucune tâche ne pourra être engagée sans validation préalable. Le MOE tiendra dans son compte-rendu de chantier un registre de suivi des remises et visa des dits documents.
- En cas de contradiction entre les documents des dossiers DCE / marché, tout intervenant devra retenir et réaliser la solution la plus qualitative, durable et rationnelle et devra également retenir la solution la plus contraignante en ce qui concerne les frais, conditions et engagements.
- Respect des exigences venant des certifications et labels visés pour le projet, définies par le CCG, doivent être rendues contractuelles et vérifiées par le MOE.
- Les installations de chantier et les autorisations devront impérativement s'appuyer sur le PGC réalisé par le CSPS.
- L'ensemble des documents de contrôle, de récolement, d'ouvrages exécutés et autres, sera remis au Maître d'Ouvrage après synthèse et validation par le Maître d'Œuvre, 2 semaines avant la réception des travaux. La réception des travaux est subordonnée à la réception de ces documents en 2 exemplaires papiers et informatiques dans le délai indiqué.
- Présentation d'échantillons
- La réception des supports
- Les études, notes de calculs, plans divers.
- La fourniture et montage à pied d'œuvre de tous les matériaux
- Le balayage et nettoyage
- L'enlèvement hors chantier de tous déchets, emballages, gravois résultant des travaux
- Protection des ouvrages

CHAPITRE 2 - PRESCRIPTIONS GENERALES ET COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS

2.1 - GENERALITES

Le présent C.C.T.P. a pour but de faire connaître le programme général des constructions et le mode de bâtir.

Il convient néanmoins de préciser que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix sans exception ni réserve tous les travaux que sa profession exige et qui seraient indispensables pour l'achèvement complet des travaux projetés.

En conséquence, il est convenu que le forfait remis par l'entrepreneur, devra dans sa soumission de base au marché, comprendre l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des constructions et aménagements projetés.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des lieux, le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation. Par exemple, pour les difficultés d'approvisionnement, d'accès, d'installation de chantier etc.

Le fait pour l'entrepreneur d'accepter sans rien changer les prescriptions des documents techniques lui ayant été remis ne peut atténuer en quoi que se soit sa pleine et entière responsabilité d'installateur.

L'entrepreneur devra notamment inclure dans son prix forfaitaire :

- Les fournitures en totalité y compris celles des accessoires et des organes de fonctionnement et de sécurité ;
- Les emballages ;
- Le transport à pied d'œuvre ;
- Les manutentions ;
- Les montages ;
- Les coltinages à tous niveaux ;
- Les fixations ;
- Les réglages ;
- Les ajustages ;
- Les graissages ;
- Les prestations accessoires à ces ouvrages telles que :
 - Les protections de ses ouvrages propres ;
 - Les protections des ouvrages réalisés par les autres corps d'état, lors de son intervention ;
 - Pendant toute la durée du chantier, les protections des services ou locaux non touchés par la restructuration ou la réfection. (**Ces protections seront réalisées par l'entrepreneur de maçonnerie** selon description détaillée dans le CCTP du lot n°1- Maçonnerie – Placo - Percements) ;
 - Les protections des équipements mobiliers des locaux partiellement touchés par les travaux ;
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux, l'enlèvement de tous détritux aux décharges publiques ;
- Etc.

Dans le cas où des ouvrages décrits au présent C.C.T.P. diffèreraient du R.E.E.F. de par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ces documents quand à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

Dans le présent C.C.T.P., on s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de leur lot concernant l'aménagement projeté.

Dans le cas de contradictions entre les plans et les C.C.T.P., l'entrepreneur est tenu de les signaler au Maître d'œuvre avant remise de son offre, lequel lui communiquera ses décisions par écrit.

Au cas où des contradictions ne se révéleraient qu'après la remise des soumissions, le Maître d'Œuvre pourra exiger la solution la plus onéreuse figurant soit aux plans soit au présent C.C.T.P.

Cette clause sera appliquée pour le calcul éventuel des travaux supplémentaires ou déductions, provenant de ces contradictions.

Avant toute exécution, l'entrepreneur vérifiera toutes les cotes des dessins qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières aux plans pouvant influencer ses travaux (aplomb, décrochement, alignements, et autres).

Il provoquera, en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires. Faute par lui de ne pas se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences en résultant.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P. puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer, les prescriptions du présent C.C.T.P., ne peut atténuer en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

L'entrepreneur est tenu de préparer, d'après les pièces du projet, les calculs, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires pour l'exécution, côtés avec le plus grand soin, précisant tous les détails.

Ces dessins et calculs seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant toute exécution.

L'entrepreneur devra se conformer aux rectifications que le Maître d'Œuvre pourra juger utile d'apporter à ces dessins et calculs, et en tenir compte dans l'exécution qui devra respecter scrupuleusement les dessins approuvés.

2.2 - REGLEMENTATION

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des règlements en vigueur à la date de la remise des offres.

Les entrepreneurs seront donc tenus de se conformer :

- Aux normes françaises publiées par l'A.F.N.O.R. ;
- Aux documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs, publiés par le C.S.T.B. ;
- Aux prescriptions et spécifications du R.E.E.F. ;

- Au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux ;
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations concernant la Sécurité Incendie, et notamment ceux intéressant les E.R.P.

Nota :

Les documents cités ci-avant sont réputés connus par les Entreprises de tous les corps d'état et leurs dispositions tenues pour contractuelles dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires aux stipulations contenues dans les documents d'ordre particulier.

En aucun cas, ces réglementations ne pourront servir d'arguments aux entrepreneurs pour réduire sans diminution de prix, les fournitures ou les prestations demandées par le présent C.C.T.P.

Inversement, toutes fournitures ou prestations complémentaires découlant de l'observation des normes ou des règles susvisées, par rapport aux prévisions faites dans le C.C.T.P. ne pourra ouvrir droit à supplément.

Dans le présent C.C.T.P. le Maître d'Œuvre a indiqué un maximum de normes et D.T.U. applicables aux différents ouvrages. Il reste bien entendu que ces renseignements n'ont qu'un caractère indicatif et l'entrepreneur du présent lot devra réaliser ses ouvrages conformément aux règlements susvisés, dans leur totalité.

2.3 - MANUTENTIONS

Chaque entrepreneur devra tous les engins de levage nécessaires aux éléments employés par eux dans la construction projetée.

2.4 - ECHAFAUDAGES

Chaque entrepreneur devra prévoir tous les échafaudages nécessaires à l'exécution de ses travaux, ainsi que toutes sujétions de préparation des sols sur lesquels les échafaudages sont posés en vue d'obtenir un support parfaitement stable.

2.5 - PROTECTIONS DES OUVRIERS

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Il observera notamment les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'O.P.P.B.T.P. et se conformera aux demandes et recommandations du Coordonnateur Sécurité Santé du chantier.

La mise en place, l'entretien et le maintien des protections collectives sont à la charge de l'entreprise responsable du lot Maçonnerie (Protection des vides, trémies, gaines, etc...)

2.6 - NETTOYAGE GRAVOIS

Le bâtiment devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté, les gravois sortis chaque soir.

L'enlèvement des gravois sera fait en temps opportun pour laisser le bâtiment et ses abords en parfait état de propreté pendant la durée du chantier de manière à ne pas gêner sa bonne marche ou son aspect.

Chaque entreprise sera tenue non seulement responsable de la conservation de ses propres ouvrages, mais également de ceux des autres corps d'état, pour ce qui la concerne.

De même, le terrain sera remis en état lors de l'achèvement des travaux, démolitions et enlèvement des installations de chantier, les frais de ces derniers étant répartis au compte prorata pour les installations ayant été mises à ce compte.

2.7 - PLANS D'EXECUTION

Chaque entreprise devra fournir, et ce dans **un délai de 15 jours** à compter de la signature du marché, tous les plans techniques de réservation, passage, détails d'exécution au Maître d'Oeuvre nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Passé ce délai, chaque entreprise sera responsable des retards occasionnés par le non-respect de cette demande, étant entendu que les retards se répercutant sur l'avancement des travaux seront imputés à l'entrepreneur défaillant et que celui-ci en supportera les conséquences de quelque ordre qu'elles soient.

2.8 - COORDINATION

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR

Tout entrepreneur devra fournir, en temps utile, et selon les instructions du Maître d'Oeuvre, les précisions relatives aux ouvrages de son corps d'état dont il a la charge dans le présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à divers corps d'état, en particulier :

- Niveaux d'arases et nus bruts à respecter ;
- Emplacements et définition de surcharges spéciales (massifs, socles, fers de suspente, appareils, etc...) ;
- Emplacements et encombrements des canalisations, tuyauteries ou gaines ;
- Dispositions et sujétions à prévoir (supports, trous, taquets, percements, scellements, etc.

2.9 - ECHANTILLONS MODELES

Seront dus, à la demande du Maître d'Oeuvre, tous échantillons ou modèles nécessaires à la présentation ou à la mise au point d'un matériel ou d'un ouvrage particulier.

L'entrepreneur sera tenu de procéder à toutes retouches ou mises au point des échantillons ou modèles présentés jusqu'à complet accord du Maître d'Oeuvre.

En ce qui concerne les modèles et échantillons de petits appareillages, de robinetteries, quincailleries, appareils sanitaires, etc ... les modèles retenus seront remis au Maître d'Oeuvre, étiquetés et déposés au bureau de chantier, dans une pièce spéciale prévue à cet usage, pour servir de base de comparaison avec les fournitures ultérieures, la présentation en sera faite sur des tableaux étiquetés et fixés aux murs du bureau de chantier.

2.10 - CONTROLE

Les entreprises soumissionnaires doivent présenter le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- 1) L'identification du responsable des vérifications techniques ;
- 2) Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis ;
- 3) Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés ;
- 4) La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc.).

Enfin toutes les entreprises concernées doivent procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document COPREC no 1 publié dans le Moniteur de Décembre 82.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC no 2 publié dans le Moniteur de Décembre 82 et communiqués au Maître d'Œuvre et au Contrôleur Technique.

Ces essais et vérifications sont à la charge des entreprises concernées.

Par ailleurs le comportement au feu des matériaux et éléments de construction devra être justifié par un procès-verbal d'essai délivré par leur laboratoire agréé.

2.11 - DOCUMENTS DE RECOLLEMENT

En fin de travaux, tous les entrepreneurs seront tenus de fournir les plans complets de leurs installations ; ces plans devront faire clairement ressortir les ouvrages exécutés, les dimensions, les implantations, etc.

Avant la réception des travaux, chaque entreprise remettra :

- 1) Les plans des installations effectivement réalisées ;
- 2) Les notes, notices et documentations sur les matériels et matériaux posés ;
- 3) Les notices d'entretien des matériels et matériaux posés, ainsi que tous documents demandés par le coordonnateur S.P.S. pour établissement du D.I.U.O.

Ils seront remis à raison de :

Service technique de l'établissement :

- 1 tirage + 1 CD ou WE TRANSFERT
- Les notes, notices et documentations sur les matériels et matériaux posés (en 3 exemplaires dont un pour le maître d'Œuvre).

La remise de ces documents est une des clauses impératives du prononcé de la réception.

2.12 - BUREAU DE CONTROLE ET CSSI

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que toutes observations émises par ces organismes et non levées par l'entreprise bloquera systématiquement la réception des travaux.

2.13 - PRESENTATION DES OFFRES

Conformément au C.C.A.P., chaque entreprise doit obligatoirement joindre à l'appui de son Acte d'Engagement, un devis quantitatif estimatif justifiant et décomposant le prix forfaitaire proposé.

Ce devis quantitatif estimatif sera impérativement établi sur la base du cadre de décomposition globale et forfaitaire (D.P.G.F.) joint au dossier de consultation.

Le cadre de décomposition globale et forfaitaire joint au dossier de consultation suit l'ordre chronologique des articles du C.C.T.P. L'entrepreneur devra compléter chacun de ces articles et postes correspondants sans exceptions, en renseignant les colonnes quantités, prix unitaires, et produits H.T.

Le calcul de la T.V.A. se fera uniquement à la fin du devis estimatif.

Les Prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.) seront chiffrées séparément sur le même modèle.

Tous ouvrages complémentaires qui seraient nécessaires à la bonne exécution des travaux du présent lot, seront indiqués en fin du devis estimatif.

Les quantités calculées et indiquées par l'entreprise, seront des mesures claires en œuvre, sans plus-value de coupes, déchets, petites dimensions ou surfaces, etc., toutes ces incidences étant incluses dans les prix unitaires.

2.14 - CONNAISSANCE DES CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Chaque entrepreneur est tenu de consulter les C.C.T.P. des autres corps d'état afin d'être parfaitement renseigné sur les ouvrages à prendre en compte.

CHAPITRE 3 - REFERENCES ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

3.1 - PEINTURE

3.1.1 - NORMES ET REGLEMENTS

Les organismes de référence sont les suivants :

- C.S.T.B.
 - Centre Scientifique et Technique du Bâtiment 4, avenue du Recteur Poincaré 75016 PARIS
- U.N.P.V.F.
 - Union Nationale des Peintres Vitriers de France 3, rue de Lutèce 75004 PARIS
- G.P.E.M.P.V.
 - Groupement Permanent d'Études des Marchés de Peinture, vernis et Produits Connexes du Ministère de l'Économie et des Finances.

Le présent document se réfère uniquement au Cahier des Prescriptions Techniques du C.S.T.B., aux D.T.U. 59.1, 59.4, Normes A.F.N.O.R. et aux spécifications techniques U.N.P. étant rappelées dans les prescriptions de ces cahiers.

Il est expressément précisé que tout ce qui n'est pas spécifié dans le devis, quant aux produits de peinture et à leur mise en œuvre, sera assujéti aux prescriptions des D.T.U., pour le contrôle de la surface peinte.

3.1.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Définition du travail

L'entrepreneur soumissionnaire est tenu de prendre connaissance complète du présent document et d'en respecter chaque clause.

L'entrepreneur est tenu de consulter les devis des autres corps d'état, afin d'être parfaitement renseigné sur les ouvrages destinés à recevoir un revêtement mural.

Sauf précision au descriptif, les défauts provenant des matériaux, tels que : fissures, dénivellations, faux-aplomb, enduits grillés, plâtres morts, seront rectifiés avant peinture ou pose des revêtements muraux.

Par contre, l'obturation du bullage en béton, le ratissage, l'enduisage ou l'impression et le rebouchage du plâtre ou autre, font partie du présent lot.

Opérations préparatoires

Le prix convenu pour l'exécution des travaux, comprend les opérations préparatoires, telles que : égrenage, brossage, ponçage, rebouchage, masticage, époussetage, dégraissage, etc ... qui sont nécessaires à la bonne présentation de l'ouvrage.

Ces opérations seront exécutées en conformité avec les Prescriptions Techniques des D.T.U. précitées.

L'entrepreneur du présent lot est tenu de remédier aux défauts de surface des matériaux, pour assurer une présentation conforme au souhait du Maître d'Oeuvre, suivant les opérations portées au devis descriptif.

Qualité des matériaux

Tous les produits devront provenir d'usines notoirement connues par leur qualité de fabrication.

La composition des apprêts traditionnels ou des apprêts ne portant pas de marque, sera conforme aux prescriptions du C.S.T.B. en vigueur au moment de l'exécution des travaux, et devra faire l'objet des vérifications sur les prélèvements en cours de chantier, prévus dans ces mêmes prescriptions.

La marque de fabrique indiquée dans le présent devis sera toujours suivie du terme "similaire". Seuls les produits répondant aux présentes spécifications techniques, pourront être proposés par l'entrepreneur, comme "produits similaires". Ces produits devront provenir d'usines notoirement connues et l'entrepreneur sera tenu de joindre à sa proposition, les éléments d'identification permettant de déterminer que les produits proposés sont exactement semblables :

- 1 - Le rattachement aux normes officielles A.F.N.O.R., E.M.P., U.N.P.
- 2 - Les caractéristiques :
 - ✓ a - Type (glycéro, acrylique, en solution, émulsion, etc...)
 - ✓ b - Prêts ou non à l'emploi, diluant et produits d'ajustement pour l'emploi
 - ✓ c - Densité.
- Et par leurs performances :
 - ✓ d - Séchage hors poussière et recouvrable,
 - ✓ e - Epaisseur du feuil sec, en microns, pour une surface couverte précisée,
 - ✓ f - Concordance ou disparité de chacun des produits avec les performances des présentes clauses techniques concernant la susceptibilité aux salissures,
 - ✓ g - Aspect et relief.

Faute de ces précisions et de l'accord du Maître d'Oeuvre, c'est l'usage des produits figurant au devis descriptif qui sera seul autorisé, et en cas de non-emploi pour la totalité des travaux l'entrepreneur subira l'entière responsabilité des accidents pouvant survenir, et des dommages consécutifs.

Si l'entrepreneur, en tant qu'homme de métier, prévoit un résultat douteux des techniques et produits préconisés par le Maître d'Oeuvre, il doit faire des réserves par lettre, en motivant ses réserves.

L'acceptation par le Maître d'Oeuvre d'une proposition, qu'elle comporte la marque citée ou une marque offerte en similaire, ne retire en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant à la qualité du travail à fournir.

L'entrepreneur devra s'assurer par avance de l'accord du fabricant qu'il aura choisi pour le contrôle de conformité par le laboratoire de son usine, des prélèvements d'échantillons qui sont prévus sur le chantier, et de plus, pour la justification sur facture dudit fabricant, de l'origine des produits destinés au chantier en cause.

Prescription concernant le fabricant

Le fabricant des peintures, enduits et revêtements muraux devra donner sur le chantier, et en présence du Maître d'Oeuvre, toutes indications utiles concernant les conditions d'emploi, le mode d'application, les caractéristiques de séchage des différents produits à utiliser.

En résumé, assurer une assistance technique complète, à la charge de l'entrepreneur du présent lot.

Pour assurer, de façon parfaite, cette assistance technique, le fabricant devra être convoqué au même titre que l'entrepreneur, à tous les rendez-vous concernant le chantier, à la demande du Maître d'Oeuvre.

Les peintures et enduits désignés par leur marque, devront être logés dans les bidons scellés en usine. Les bidons ne devront être descellés qu'au moment de l'emploi, à mesure des besoins du chantier.

Classement d'aspect

Le degré de brillance peut être, suivant définition de l'article 6.2.1. du D.T.U. 59.1 :

- a - Mat,
- b - Satiné mat,
- c - Satiné moyen,
- d - Satiné brillant
- e - Brillant.

Les états de finition des ouvrages de peinture visés au chapitre IV ci-après, sont définis par référence aux spécifications des articles 6.2.2. et 6.2.3. du D.T.U. 59.1.

Exécution des travaux

Le prix forfaitaire devra toujours englober les opérations suivantes :

- Opérations préparatoires en fonction du degré de finition,
- Fourniture et mise en œuvre des produits, matériaux, outils, croquis, échafaudages, etc
- Raccords après jeux des menuiseries,
- Raccords sur plinthes après pose des sols,
- Raccords après les nettoyages,
- Raccords après les essais de la réception et en cours de travaux,
- Protection des surfaces qui pourraient être attaquées ou tâchées.

Reconnaissance des subjectiles

Les surfaces devant recevoir les peintures et revêtements muraux seront examinées attentivement par le Maître d'Oeuvre en présence des entrepreneurs intéressés, dont l'entrepreneur du présent lot.

Cette reconnaissance des différents subjectiles sera entreprise avant tout commencement d'exécution des travaux et l'entrepreneur du présent lot devra éventuellement formuler les réserves qu'il considère comme indispensables à la bonne réalisation de ses ouvrages et vérifier que les clauses de l'article 4.1. du Cahier des Clauses Spéciales du D.T.U. 59.1., sont bien respectées.

Ces réserves devront être présentées par écrit au Maître d'Oeuvre, qui décidera en dernier ressort, des responsabilités respectives des entreprises. Après quoi, cette reconnaissance effectuée, l'entrepreneur de revêtements muraux ne pourra par la suite, formuler aucune réserve quant à la bonne tenue ou aspect défectueux de ses ouvrages du fait des subjectiles en oeuvre.

Polychromie et emploi de couleurs fines

Dans l'ensemble des ouvrages décrits à ce devis, des couleurs fines pourront être employées sur certaines surfaces. De plus, les surfaces pourront être peintes dans des couleurs différentes (polychromie), sans supplément au forfait.

L'entrepreneur devra se conformer strictement aux indications de l'Architecte.

L'entrepreneur devra tous les réchampissages et ouvrages nécessités par le travail soigné qui sera exigé. Aucun supplément de prix ne sera admis.

Teintes conventionnelles

Toutes les tuyauteries d'eau chaude, d'eau froide, incendie, chauffage, etc ... devront être peintes conformément aux normes N.F.E. 04 054 et 55 et aux indications des entreprises intéressées. Il ne sera alloué aucune plus-value pour les peintures des anneaux de couleur, l'entrepreneur devra en tenir compte dans ses prix unitaires.

Échantillons

Le Maître d'Œuvre devra remettre à l'entrepreneur un échantillon des revêtements qu'il aura choisis, pour chaque local. L'entrepreneur devra exécuter autant de surfaces-témoins que le Maître d'Œuvre aura choisis de coloris et dessins.

Ces échantillons de coloris et dessins en petites surfaces, acceptés, l'entrepreneur devra revêtir des locaux témoins en nombre suffisant pour que chaque coloris choisi par le Maître d'Œuvre, soit réalisé.

L'entrepreneur devra apporter au revêtement de ces locaux témoins, les modifications qui lui seront demandées.

Après acceptation définitive par le Maître d'Oeuvre, chaque local sera conservé, et servira de modèle pour l'exécution des locaux.

Entretien pendant la période de garantie

L'entrepreneur ne pourra être dégagé de son obligation d'entretien, à ses frais, pendant le délai de garantie d'un an, que pour des causes ne dépendant pas des matériaux utilisés, ou de leurs conditions de mise en œuvre.

3.1.3 - Nettoyage

L'entrepreneur devra tous les nettoyages et notamment les opérations suivantes, dont l'énumération n'est pas limitative :

- sol : carrelage et revêtements divers, (sols thermoplastiques, résine, etc..),
- revêtements verticaux, (céramiques diverses, etc ...),
- quincaillerie,
- appareils sanitaires, robinetteries et accessoires,
- appareils électriques, (interrupteurs, prises de courant, etc ...),
- vitres, glaces et plaque en plastique, sur toutes leurs faces,
- menuiseries extérieures
- menuiseries bois,
- équipements menuisés.
- chambres froides.
- etc...

Sont compris dans les nettoyages, les balayages et l'évacuation des lits de sciure protecteurs des revêtements de sols, ainsi que des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes.

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture ou d'huile, les tâches de plâtre, ciment, etc ... les traces de films de mortier, etc...

Les produits employés, (solvants, décapants, etc ...), les procédés mis en oeuvre (grattage, ponçage), devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes, ou de leur état de surface, (poli, brillant, etc ...).

Le ponçage sera formellement interdit sur les revêtements émaillés, stratifiés ou lamifiés, ou les appareils sanitaires.

Dans le cas de revêtements non traditionnels, il y aura lieu, éventuellement de se référer, pour les nettoyages, aux indications données par les fabricants intéressés.

Les serrures seront débarrassées de toutes traces d'enduit ou de peinture pouvant entraver leur fonctionnement.

Les nettoyages et les retouches de mise en service ne seront pas englobés dans le prix de la peinture. Ils feront l'objet d'un poste séparé à la fin de la décomposition forfaitaire, mais inclus dans le prix global forfaitaire.

3.2 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

3.2.1 - NORMES ET REGLEMENTS

Les documents de base auxquels l'entrepreneur devra se référer, tant pour la qualité des matériaux que pour leur mise en œuvre sont :

- le D.T.U. 53.2 – Revêtements de sol plastiques collés,
- le Cahier des Charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces,
- le guide pour la rénovation des revêtements de sols du C.S.T.B.,
- les Normes Françaises de l' AFNOR,
- les décisions d'agrément du C.S.T.B. pour les matériaux non traditionnels.

3.2.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

La pose sera faite sur chapes béton surfacé, exécutée par l'entrepreneur du lot Maçonnerie ou sur plancher ou dalles existantes.

L'entrepreneur devra surveiller la bonne exécution des dites dalles et signaler au Maître d'Oeuvre en temps utile, toutes les imperfections qu'il constaterait, aux fins des mesures à prendre.

Tout commencement des travaux équivaldra de sa part, à une réception de l'ensemble avec toutes les sujétions que cela peut impliquer.

Il devra, suivant le cas, le complément des nettoyages s'il y a lieu, avant l'application de ses ouvrages, pour assurer une parfaite adhérence et les nettoyages à l'achèvement de ses travaux, de manière à laisser les lieux propres et nets.

Il devra également, préalablement à la pose de ses revêtements, prévoir le ragréage et le lissage des supports avec un produit désigné par le fabricant, pour absorber, le cas échéant, les inégalités des chapes en ciment, et obtenir en même temps qu'un collage sans défaut, une planimétrie parfaite.

Tout ce travail s'entend d'une façon irréprochable, les lés ou dalles devront être bien jointifs et de niveau, et la surface parfaitement rectiligne.

L'entrepreneur soussigné devra toutes les coupes et entailles. Il doit en outre, toutes les protections efficaces en cours d'exécution de ses ouvrages, pour en éviter la détérioration, et le nettoyage complet de tous les revêtements posés par le présent lot avant réception.

Il garantit formellement la bonne tenue de ses ouvrages et leur indécollabilité. Il doit la garantie décennale à dater de la réception.

Tout travail qui, par sa mise en œuvre, par la qualité des marchandises employées, laisserait à désirer, devra être refait aux frais de l'entrepreneur, sitôt ordre reçu du Maître d'Oeuvre.

Toutes les marchandises employées devront être conformes aux échantillons choisis par le Maître d'Œuvre. L'emploi des chutes est rigoureusement interdit.

3.3 - FAUX PLAFONDS DEMONTABLE

3.3.1 - Normes et règlements

Pour la mise en œuvre et la fourniture des produits et matériaux de plafonds suspendus, l'entrepreneur devra se conformer dans le cadre des systèmes choisis, aux prescriptions des documents suivants :

Normes Françaises de l'Association Française de Normalisation homologuées par arrêté Ministériel (seules étant applicables les normes de l'A.F.N.O.R. dont l'homologation est la plus récente à la date de soumission),

D.T.U. 25.221- Plafonds constitués par un enduit en plâtre.

D.T.U. 25.222- Plafonds fixés. Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse.

D.T.U. 25.231- Plafonds suspendus en éléments de terre cuite.

D.T.U. 25.232- Plafonds suspendus. Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendus.

D.T.U. 25.41- Ouvrages en plaques de parement en plâtre – Plaques à faces cartonnées.

D.T.U. 25.51 - Mise en œuvre des plafonds en staff.

D.T.U. 58.1 - Plafonds suspendus.

Rapports, prescriptions et recommandations des Bureaux de Contrôle, concernant les procédés préconisés.

En cas de contradictions entre les documents précités et les procédés d'exécution prévus par l'entrepreneur, des détails d'exécution sous forme de fiches techniques et de plans devront être obligatoirement soumis à l'examen du Bureau de Contrôle et du Visa du Maître d'Oeuvre.

3.3.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

3.3.2.1 - Tenue au feu

Les dalles, plaques ou panneaux dans les circulations des locaux à sommeil devront être absolument incombustibles : M.0

3.3.2.2 - Tenue dans le temps

Les dalles, plaques ou panneaux devront être inattaquables par les moisissures, les insectes, les rongeurs, inaltérables dans les conditions normales d'habitabilité (hygrométrie et température).

3.3.2.3 - Propriété physique

Les coefficients d'isolation, d'absorption, d'atténuation, seront dans le cas d'emploi de faux-plafonds de modèles similaires à ceux indiqués au descriptif, de caractéristiques équivalentes à ceux désignés.

3.3.2.4 - Système de montage

Les faux-plafonds comporteront des systèmes de montages simples permettant un démontage et un remontage aisés assurant une sécurité absolue sans risque de chute.

Tous les éléments métalliques seront galvanisés, métallisés ou en alliage léger inoxydable.

3.3.2.5 - Planeité

Les surfaces horizontales et verticales devront avoir une planéité parfaite.

Les angles saillants et rentrants seront parfaitement droits, bien horizontaux et verticaux.

Une règle de 2 mètres promenée en tous sens contre la sous-face, ne devra faire apparaître de différence de niveau supérieure à 3 m/m.

3.3.2.6 - Coupes – Découpes – Liaisons avec les autres entreprises

L'entrepreneur travaillera en liaison avec les entreprises des autres corps d'état notamment plomberie, chauffage ventilation, électricité, etc...

Il devra toutes les coupes, découpes, trous, entailles et sujétions accessoires nécessaires aux autres corps d'état notamment :

- pour la pose des luminaires en encastrés après coup ou incorporés au montage des faux-plafonds,
- pour la pose des bouches de soufflage ou d'extractions,
- pour la pose des appareils de détection,
- au pourtour des trappes de visite,
- etc...

Au cas où, après pose des faux-plafonds, il s'avérerait nécessaire d'effectuer de nouvelles entailles ou découpes par suite d'une erreur imputable à une entreprise, ces travaux seraient obligatoirement exécutés par l'entrepreneur du présent lot et facturés à l'entrepreneur responsable, sans que le Maître d'œuvre n'ait à intervenir.

3.3.2.7 - Ventilation plenums faux plafonds

L'entreprise titulaire du présent lot devra la fourniture et pose de grille(s) de ventilation des plenums de faux plafonds, en quantités conformes à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES SITE POLLUE

4.1 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'Entrepreneur doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur, à la loi n°93 14 18 de décembre 1993 et aux textes en découlant, notamment le décret n° 94 11 59 du 26 décembre 1994.

Du fait de la loi du 31 décembre 1993 et ses décrets du 16 décembre 1994, afin d'assurer la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, un coordonnateur a été nommé. Cette personne physique ou morale a pour obligation d'élaborer un P.G.C. qui sera joint au dossier Marché.

L'Entreprise du présent lot sera tenue d'en respecter les clauses et devra suivant le modèle joint au P.G.C. élaborer son PPSPS.

4.2 - PLAN DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra établir un plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante, établi à partir de l'évaluation des risques de l'entreprise. Il comprendra notamment :

- La nature et la durée probable des travaux,
- Le lieu où les travaux sont effectués,
- Les méthodes mises en œuvre,
- Les caractéristiques des équipements utilisés, pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes, qui se trouvent sur les lieux des travaux ou à proximité,
- La fréquence et la modalité des contrôles effectués sur le chantier,
- Les procédures relatives à l'évacuation des blessés de la zone confinée incluant la désignation des secouristes du travail.
- Les cantonnements de chantier : vestiaires sanitaires réfectoires

Les mesures mise en œuvre, par phase de travaux, par le titulaire du présent lot pour :

- Supprimer ou réduire l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux de toute nature,
- Éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux de toute nature,
- Garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux,
- Permettre au médecin du travail de l'entreprise de se prononcer sur les choix effectués par l'entreprise pour les durées des postes de travail (E.P.I., pauses, postures...) et d'adapter la surveillance médicale des salariés,
- Permettre au C.H.S.C.T., ou à défaut aux délégués du personnel, de formuler un avis relatif à la prévention de tous les risques et aux conditions du travail sur le chantier,
- Permettre au responsable de l'entreprise d'établir les notices d'information destinées aux salariés intervenants.

Les documents suivants :

- Les plans de confinements indiquant les sas à l'échelle, l'implantation de tous les matériels (groupes déprimogènes, production eau chaude, compresseur...),
- Les fiches techniques de tous les matériels,
- Les fiches sécurité de tous les matériaux,
- Une note de calcul justifiant la ventilation et la dépression des zones,
- Un schéma électrique de branchement des installations,
- La liste du personnel ainsi que leur aptitude médicale au poste de travail,
- Les procédures d'entrée et de sortie de zone pour le matériel et le personnel,
- La procédure de raccordement (branchement et débranchement) des opérateurs à l'air,
- Les procédures d'évacuation des déchets,

- Les procédures de changement des filtres, visant à éviter toute contamination, □ la méthodologie détaillée de traitement.
- Le programme des autocontrôles de l'entreprise ainsi que les attestations du laboratoire de l'entreprise. Ce programme définit les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles. Il précise les fonctions des personnes chargées de ces contrôles et le nom du laboratoire mandaté pour leur exécution. Tous les contrôles définis dans le présent C.C.T.P. y seront mentionnés et précisés en supplément des autocontrôles propres à l'entreprise.
- L'avis du Médecin du Travail et du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.

Ce plan est soumis à l'avis du Médecin du travail, du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

L'ensemble du plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante est soumis au Maître d'œuvre, et au Coordonnateur SPS s'il y a lieu, pour analyse et observations.

Après observations de la Maîtrise d'œuvre et du Coordonnateur SPS, et reprise du document, si nécessaire, l'entreprise transmet, au moins un mois avant le début des travaux, le plan de retrait ou de traitement à l'Inspection du Travail, la C.R.A.M. et l'O.P.P.B.T.P.

Ce plan devra être approuvé avant toute mise en œuvre dans le délai légal d'un mois. A défaut d'approbation les travaux pourront démarrer le 31ème jour.

4.3 - LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Les intervenants devront être équipés des équipements de protection individuelle nécessaires à la réalisation de leur activité. L'entreprise prévoira autant des protections individuelles qu'il est nécessaire pour que son personnel et les visiteurs puissent accéder à la zone. Toutes ces protections seront intégrées dans le chiffrage de l'entreprise.

Tout intervenant dans la zone de travail devra être, en permanence, équipé d'un vêtement de travail étanche et d'un appareil de protection respiratoire.

Toute personne qui ne respecterait pas les consignes ainsi définies serait exclue du chantier sans préavis.

4.4 - LES VETEMENTS DE PROTECTION

L'entreprise devra la fourniture de vêtements de travail jetables non tissés ou lavables. Les vêtements jetables seront à usage unique, et devront être éliminés au titre des déchets amiantés.

Les vêtements de travail décontaminables, ou à défaut, jetables, fermés au cou, aux chevilles et aux poignets, comprendront obligatoirement :

- Des sous-vêtements jetables
- La combinaison.
- Les gants de type chirurgical renforcé par des gants de manutention en fonction de la nature des travaux réalisés.
- Les bottes ou les chaussures de sécurité lavables
- Les protège chaussures.

Pour compléter l'habillage des rubans adhésifs devront être fournis pour assurer l'étanchéité aux différentes jonctions.

Les équipements devront offrir :

- Une résistance à la pénétration des poussières d'amiante.
- Une facilité de décontamination.
- Une adaptation à la morphologie de chacun et à l'effort physique produit.

Des vêtements neufs ou propres seront fournis chaque fois qu'un salarié pénétrera dans la zone contaminée.

En fin d'utilisation, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiante. Les vêtements lavables pourront être réutilisés.

4.5 - INFORMATION

L'entreprise devra remettre des consignes écrites à chacun des personnels affectés aux travaux de retrait de l'amiante de manière à l'informer.

4.6 - CONSIGNES ET PROCEDURE

L'entreprise devra afficher dans le local « base vie », les consignes et procédures concernant l'hygiène et la sécurité, les méthodes de travail, les conditions d'accès et de sortie de la zone confinée.

A l'entrée du tunnel, il devra être affiché la liste des personnes habilitées à pénétrer dans la zone confinée, ainsi que les procédures d'équipement et de déséquipement des protections individuelles.

Dans la zone de confinement, au niveau du tunnel, seront affichées les mesures à prendre en cas d'accident et d'évacuation d'urgence.

4.7 - ORGANISATION DES SECOURS

Les conditions d'accès et de séjour en zone contaminée sont telles que l'entreprise devra fournir aux équipes d'intervenants les moyens nécessaires pour éviter tout accident.

Une boîte à pharmacie, de premier secours, sera mise en place et à la disposition des opérateurs en zone centrale de transit.

Une personne, pour chaque tranche de vingt intervenants, apte à effectuer les gestes de premiers secours devra être présente en permanence sur le chantier.

L'entreprise devra nommer un responsable expérimenté, présent durant toute la durée du chantier. Il sera chargé du respect strict des procédures et de leur application, tant par les intervenants, que par les visiteurs.

4.8 - SURVEILLANCE MEDICALE

Le personnel affecté à ces travaux est soumis à une surveillance médicale spéciale.

4.9 - FORMATION

Les salariés affectés aux travaux de désamiantage devront avoir fait l'objet d'une formation spécifique aux risques encourus par un établissement agréé.

4.10 - SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR

Le Maître d'Ouvrage fixe le niveau N d'empoussièrement de l'air ambiant à ne pas dépasser au terme des travaux de décontamination à 5 fibres par litre ($N \leq 5 \text{ f/l}$).

L'atteinte de cet objectif, sera contrôlée uniquement par un laboratoire agréé. La méthode employée sera la microscopie électronique à transmission analytique (contrôles libératoires). Les contrôles libératoires sont à la charge de l'Entreprise. Il est prévu la réalisation d'un contrôle libératoire à chaque niveau d'intervention et pour chaque bâtiment.

L'Entreprise devra également la réalisation de contrôles atmosphériques, au titre des autocontrôles.

L'entreprise ne devra en aucun cas générer de pollutions à l'extérieur des zones confinées telles qu'elles entraînent des dépassements de valeurs supérieurs à 5 f/l en M.E.T.A. Dans le cas contraire, les travaux seront immédiatement arrêtés, un nettoyage de la zone et la recherche de la pollution

seront effectués par l'entreprise. Les travaux ne pourront reprendre qu'après une mesure prouvant l'absence de pollution.

L'entreprise ne devra en aucun cas générer de pollutions, dans les zones de travaux où les intervenants ne possèdent pas de protections respiratoires, telles qu'elles entraînent des dépassements de valeurs supérieurs à 0,1 f/cm³ sur une heure en M.O.C.P. Dans le cas contraire, les travaux seront immédiatement arrêtés, un nettoyage de la zone et la recherche de la pollution seront effectués par l'entreprise. Les travaux ne pourront reprendre qu'après une mesure prouvant l'absence de pollution.

Les prélèvements et analyses libératoires seront effectués par un laboratoire choisi et rémunéré par le Maître d'Ouvrage. L'analyse sera effectuée en microscopie électronique à transmission par la méthode définie par la Norme X43-050. Dans le cas où les résultats des analyses seraient supérieurs à l'objectif précité, l'entreprise aura obligation de refaire un nettoyage fin des locaux incriminés, avec un traitement d'air approprié. Ce traitement d'air sera défini par le maître d'œuvre en fonction du résultat constaté. Les nouveaux frais d'analyses libératoires seront à la charge de l'entreprise.

4.11 - PREPARATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra fournir, avant tout démarrage de travaux, le certificat d'acceptation préalable de prise en charge des déchets, par le centre d'élimination retenu pour l'opération, attestant de l'existence d'un débouché pour les déchets générés par le chantier.

Ce certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante doit préciser la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets, les volumes et poids estimés, les types de conditionnement et leurs dimensions.

Dans le cas où, en cours de chantier, la quantité de déchets produite dépasserait la quantité prévue sur le document d'acceptation des déchets par le centre d'élimination, une demande d'extension doit être faite par l'entreprise.

4.12 - DECHETS ISSUS DE LA DEPOSE ET DU CURAGE

Les déchets résultants des curages seront triés conformément à la réglementation du Ministère de l'environnement et évacués en décharge classe 1, 2, 3 ou spécialisées pour les gaz, les fluides toxiques et les éléments radioactifs.

4.13 - STOCKAGE DES DECHETS

L'Entreprise assure, à ses frais, et sous sa responsabilité, le stockage des déchets avant leur évacuation.

L'entreprise prévoira des conteneurs cadénassables stockés dans la (les) zone(s) de stockage transitoire. Cette zone devra être fermée en dehors des heures d'ouverture du chantier, et son accès strictement limité au personnel de l'entreprise

Dans le cas où un local serait mis à disposition de l'entreprise pour effectuer le stockage des déchets amiantés, ce local devra recevoir une double peau de polyane sur les murs, sols et plafonds afin de se prémunir d'une pollution accidentelle. A l'issue des travaux, ce local sera dépollué par aspiration et lavage après retrait des films polyane. Une mesure de pollution, en M.E.T., sera réalisée par l'entreprise avant restitution du local.

Dans tous les cas, l'entreprise doit assurer l'isolation, la condamnation du (des) local (locaux) ou du (des) conteneur(s) recevant les déchets. Ceux-ci restent sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

Le stockage et l'évacuation des déchets ne pourront se faire, qu'en double sacs étiquetés conformément à la réglementation applicable.

4.14 - ELIMINATION, CONDITIONNEMENT ET TRAITEMENT

4.14.1 - Déchets solides.

Les déchets solides ou pâteux seront enfermés dans des sacs étanches en matière plastique dans la zone de travail, dans le tunnel de décontamination. Chacun de ses sacs sera scotché, lavé puis enfermé dans un second sac, en matière plastique, également étanche, comportant l'étiquetage réglementaire devant figurer sur les emballages contenant de l'amiante. Les filtres usagés du système de ventilation ou ceux des appareils de protection respiratoire, les outils ou accessoires qui ne peuvent pas être décontaminés par passage à la douche doivent être considérés comme des déchets.

4.14.2 - Poussières.

Les poussières seront collectées par aspiration en zone confinée, puis enfermées dans un double emballage étanche du même type que celui décrit pour les déchets solides.

4.15 - EVACUATION DES DECHETS

Les déchets doivent être conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant la manutention, le transport, l'entreposage et le stockage.

Les déchets pollués ou contenant de l'amiante, devront être placés sous double ensachage en sacs plastiques étiquetés avant leur sortie de la zone et sortis de la zone de traitement en une seule fois en fin de journée de travail.

L'étiquetage sera conforme au modèle donné par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié.

L'ensemble sera conditionné, avant leur transport, en sacs dits "BIG-BAG" de 500 litres, fermés hermétiquement et étiquetés, déposés et stockés dans les conditions définies ci avant sous la responsabilité de l'entreprise.

Chaque sac, double enveloppe, sera numéroté et portera le nom de l'entreprise opérante. Ils seront comptabilisés et enregistrés sur le registre de suivi des déchets.

Les déchets seront transportés hors du lieu de travail aussitôt que possible.

Tous les déchets seront évacués avant la visite de fin de travaux.

Les autres déchets, ou le matériel, feront l'objet d'un dépoussiérage soigné et d'un lavage avant leur sortie de zone.

Tous les matériaux sortis de la zone de confinement, sans pouvoir être soigneusement dépoussiérés par aspiration, seront rincés de manière efficace à l'aide d'une douche et seront considérés comme des déchets.

En application du Décret n° 12.958 du 3 septembre 1992, l'entreprise devra prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs. L'entreprise définira les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation, le poids des éléments à manutentionner et les mesures mises en œuvre pour éviter toutes dégradations des enveloppes contenant de l'amiante.

4.15.1 - Matériaux contenant de l'amiante friable et des déchets contenant de l'amiante libre

Les déchets seront enfermés dans des sacs étanches de résistance suffisante.

Ces sacs devront être dépoussiérés et lavés avant d'être extraits de la zone de travail. Ils seront emballés en double enveloppe et étiquetés conformément à la réglementation en vigueur.

4.15.2 - Matériaux contenant de l'amiante lié ou fixé par un liant naturel ou artificiel (colle, ciment, bitume...) ou amiante ciment déconstruit

Les déchets seront conditionnés par colis de taille adaptée aux conditions et matériels de la manutention et peuvent être mis en bennes fermées ou bâchées ou sur palettes recouvertes d'un film en matière plastique de manière que toute émission de fibres soit évitée, notamment par chocs ou frottements entre colis, et au moment du déchargement.

4.16 - TRANSPORT DES DECHETS

Préalablement à la réalisation du chantier l'entreprise devra contacter les organismes habilités liés à ce transport de déchets.

L'entreprise devra le transport jusqu'au lieu de traitement, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

Le transport, par un transporteur spécialisé, des déchets résultant du présent lot devra être réalisé de manière à ce que ceux-ci ne puissent polluer l'atmosphère.

Ils devront être ainsi transférés en respectant le Règlement pour le Transport des Matières Dangereuses par la Route (règles R.T.M.D.R.).

La personne qui remettra la marchandise au transporteur devra lui délivrer une déclaration de chargement portant la mention « amiante » et précisant que l'emballage ne doit pas être ouvert sur le domaine public.

Les sacs ne devront en aucun cas être réemployés ni récurés, et toutes les mesures devront être prises pour rendre ce réemploi impossible.

L'entreprise devra assurer le pesage des matériaux sur le site, le transport jusqu'au lieu de traitement des déchets.

Le transport devra être effectué dans des bennes fermées, et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté du 17 Octobre 77 relatif au transport de l'amiante). La Maîtrise d'Ouvrage et / ou la Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit de demander un changement de l'entreprise effectuant les transports, notamment si celle-ci ne respecte pas la réglementation relative au transport ou si son activité provoque une gêne induite.

4.16.1 - Consignes remises au transporteur.

Le transporteur spécialisé des déchets amiantés devra :

- Utiliser le trajet le plus direct du lieu de chargement au lieu de déchargement.
- S'assurer de la prise en compte des matériaux transportés par le reçu :
 - D'un bordereau de suivi de déchets industriels « Cerfa N° 07. 320 ».
 - D'un certificat de prise en compte de l'exploitant de la décharge contrôlée.
 - D'un bon de tonnage émis au départ.
 - D'un bon de tonnage émis par l'exploitant de la décharge contrôlée.

En cas d'incident ou d'accident lors transport, le transporteur devra prévenir dans les plus brefs délais, et sous sa responsabilité, les autorités compétentes et prendre les premières mesures d'urgence afin d'éviter ou de neutraliser toute dispersion du produit dans l'atmosphère.

En cas de risque de dispersion (renversement, rupture de la bâche, ...), le transporteur devra mettre en place une protection provisoire constituée d'une bâche en polyéthylène. Cette intervention doit être effectuée en utilisant les équipements de protection individuels (E.P.I.) définis par la réglementation (circulaire DGS/VS3/94 N°70 du 15 Septembre 1994).

Le transporteur devra être muni, dans chaque véhicule, des protections indispensables à une intervention urgente telle que définie ci-dessus.

Il devra avertir les pompiers et leur demander la mise en œuvre d'une pluie fine.

4.16.2 - Déchets d'amiante friable ou ceux contenant de l'amiante libre

Les déchets d'amiante friable ou ceux contenant de l'amiante libre seront transportés conformément à la réglementation en vigueur (notamment l'Arrêté A.D.R.). Cette réglementation impose, notamment, que le transport possède les caractéristiques suivantes :

- la conformité du transport à l'A.D.R., les documents devant se trouver à bord du véhicule
- l'attestation (classe A) du (ou des) chauffeur(s),
- l'apposition des plaques d'identification de couleur orange sur l'avant et l'arrière du véhicule portant le code de danger 90 et le code "2590 pour le chrysotile, l'actinolite, l'anthophyllite et la trémolite ou le code "2212 pour le crocidolite, l'amosite, les mélanges des deux ou les mélanges inconnus
- l'apposition des plaques de risques "classe 9" sur l'arrière et les côtés du véhicule

Cette liste n'est pas exhaustive.

4.16.3 - Déchets d'amiante lié

Les déchets d'amiante lié sont transportés dans des bennes fermées ou sur des palettes recouvertes d'un film plastique de manière que toute émission de fibres soit évitée, notamment par chocs ou frottements entre colis, et au moment du déchargement.

4.17 - TRAITEMENT DES DECHETS

Les déchets seront traités par enfouissement à la charge de l'entrepreneur, titulaire du présent lot, qui tiendra à jour des bordereaux de suivi de déchets, qui seront visés à la remise par le responsable du centre de traitement. L'entreprise devra intégrer dans son prix les augmentations prévisibles des taxes de mise en décharge, et ne pourra donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste.

L'entreprise émettra un bordereau de suivi des déchets industriels à chaque envoi. Elle devra la gestion de ces bordereaux avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.

Elle devra également assurer l'envoi de tous les documents demandés par les organismes habilités, relatifs à ce transport de déchets.

L'ensemble de ces bordereaux, et les attestations de destruction de déchets dans le cas de destruction, seront restitués au Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec A.R. à la fin de l'opération. Cette obligation sera une des conditions de réception de l'opération.

4.17.1 - Déchets de matériaux contenant de l'amiante libre ou lié ou fixé par un liant naturel ou artificiel (colle, ciment, bitume...) à un matériau non dangereux

Les déchets de matériaux contenant de l'amiante libre ou de l'amiante lié à des matériaux non dangereux devront être éliminés en décharge classe 1 dûment autorisée à recevoir ce type de matériaux conformément à l'arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

4.17.2 - Déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Les déchets de matériaux contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes comme par exemple les matériaux en fibrociment amiante (tôles ondulées, plaques, ardoises, conduits) pourront être éliminés en décharge classe 2 dûment autorisée à recevoir ce type de matériaux conformément à l'arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

4.17.3 - Déchets non amiantés

Les déchets non amiantés seront évacués en décharges réglementées suivant leur nature.

CHAPITRE 5 - DESCRIPTION DES OUVRAGES

5.1 - TRAVAUX INTERIEURES DE PEINTURE

5.1.1 - Sur plafonds

b) sur vieux fonds conservés

- Lessivage,
- Égrenage des parties dégradées et impression partielle,
- Rebouchage,
- Impression et enduit non repassé,
- Époussetage,
- Finition 1 : Finition par deux couches de peinture glycérophtalique satinée - Finition A .
- Teinte au choix du Maître d'Œuvre.

LOCALISATION :

En plafonds dans les locaux existants.

⇒ *Sur jouées*

⇒ *+ 100m2 forfaitaire*

5.1.2 - Sur murs

a) sur vieux fonds conservés

- Lessivage;
- Égrenage des parties dégradées ;
- Rebouchage;
- Impression pigmentée en phase aqueuse, à très faible émission de C.O.V, certifiée Écolabel, **du type Indeko Fix**, des Ets CAPAROL, ou équivalent ;
- Enduit non repassé ;
- époussetage ;
- Finition par deux couches de peinture satinée, à très faible émission de C.O.V, certifiée Écolabel, **du type Indeko Satin**, des Ets CAPAROL, ou équivalent - Finition A ;
- Teinte au choix de l'Architecte.

LOCALISATION :

Sur murs, suivant plans dans tous les locaux

5.1.3 - Sur boiseries

SUR BOISERIES CONSERVEES

- Lessivage ;
- Égrenage ;
- Rebouchage, ponçage ;
- Impression ;
- Enduit repassé / Ponçage ;
- Finition par deux couches de peinture laque brillante tendue renforcée aux résines polyuréthane, avec un taux de C.O.V de 100 gr/l maximum, du type CAPACRYL AQUA PU GLOSS, des Ets CAPAROL, ou équivalent - Finition A ;
- Teinte au choix de l'Architecte.

LOCALISATION :

⇒ *Toutes les boiseries des locaux.*

5.1.4 - Sur métaux

METAUX FERREUX

- Brossage, dégraissage ;
- 1 couche antirouille blanc glycérophthalique ;
- Finition par deux couches de peinture laque brillante tendue aux résines alkydes - Finition B ;
- Teinte au choix de l'Architecte.

METAUX NON FERREUX

- Dégraissage ;
- 1 couche primaire d'accrochage glycérophthalique ;
- Finition par deux couches de peinture laque brillante tendue aux résines alkydes - Finition B ;
- Teinte au choix de l'Architecte.

LOCALISATION :

⇒ *Tous les ouvrages métalliques en métaux ferreux et non ferreux des locaux.*

5.1.5 - Sur PVC

- Dégraissage, ponçage d'adhérence ;
- 1 couche de primaire d'accrochage ;
- Finition par deux couches de peinture laque brillante tendue aux résines alkydes - Finition B ;
- Teinte au choix de l'Architecte.

LOCALISATION :

⇒ *Sur tous les ouvrages en P.V.C. dans les locaux.*

5.2 - **NETTOYAGES**

En fin d'opération, nettoyage complet des locaux de la présente opération, suivant article III.1.03. ci-avant. Les opérations de nettoyage sont en réalisé deux fois (Avant les OPR + Avant la remise des clés à la MO).

5.3 - **REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES**

5.3.1 - Ragraéage des aires de pose

Préalablement à la mise en place des divers revêtements de sols visés ci-après, exécution au présent lot après nettoyage complémentaire de la chape, d'un enduit de lissage type NIVDUR "S" de chez WEBER et BROUTIN ou produit équivalent répondant au classement P.3 suivant définition du Cahier des Prescriptions Techniques n° 1835 du C.S.T.B. L'enduit proposé devra faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. et obtenir l'avis du Maître d'Oeuvre et du Bureau de Contrôle.

Épaisseur minimum : 3 m/m.

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge le rattrapage des différences de niveau important au CEGECOL PE avec primaire d'accrochage.

De plus il convient de prévoir pour **la moitié de la surface** de l'opération du ragraéage de **type Fibré**.

Épaisseur minimum : 3 cm.

LOCALISATION :

⇒ *Selon plan sur l'ensemble des surfaces existantes du bâtiment.*

5.3.2 - Colles

Les colles employées pour les revêtements seront de première qualité et devront provenir d'un établissement spécialisé, la marque sera à soumettre au Maître d'Œuvre et devront toujours être compatible avec les revêtements à poser, suivant recommandations des fabricants et avec le support.

LOCALISATION :

⇒ Selon plan sur l'ensemble des surfaces existantes du bâtiment.

5.3.3 - Revêtements de sols souples en les

Fourniture et pose de revêtements de sols en lés :

EXCELLENCE 3 Établissements TARKETT ou GERFLOR, revêtement de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse en homogènes calandrés avec particules de PVC transparent dans la masse en lés de 2,00 m de large.

Épaisseur : 2,0 mm

Poinçonnement inférieur à 0,10 mm

Résistance au glissement : R9.

Réaction au feu : Bfl-s1.

La pose ne pourra être réalisée sous une température du support et ambiante de +12°C.

Collage du revêtement de sols à l'aide d'une émulsion acrylique préconisée par le fabricant.

Marouflage au rouleau ou manuel.

Traitement des joints, comprenant le chanfreinage, la soudure à chaud et l'arasage en deux temps.

Décors au choix du Maître d'Œuvre dans la gamme du fabricant, compris toutes sujétions de découpes et pose suivant plan de calepinage du Maître d'œuvre.

Deux couleurs seront choisis pour les salles de formation.

LOCALISATION :

⇒ Selon plan sur l'ensemble des surfaces existantes du bâtiment.

5.3.4 - Barres de seuil

Fourniture et pose sur trous tamponnés, avec vis, de barres de seuil en laiton, semi-bombées, de 35 m/m de largeur compris découpes et ajustement fond de feuillures des huisseries de portes.

LOCALISATION :

⇒ Entre revêtement de sols souples et matériaux de nature différente

5.3.5 - Sols résine époxy

Fourniture et mise en œuvre d'un revêtement de sol époxy BASIC PHARMATEC des établissements IMP ITALIA ou équivalent. Système multicouche autonivelant avec couche de finition transparente. Antibactérien. Finition brillant, aspect béton. Procédé sous avis technique.

Compris travaux préparatoires conformément aux préconisations du fabricant, meulage au diamant, grenaillage, nettoyage, aspiration, etc...

Compris profil d'arrêt en limite du local traité.

Remontée en plinthe sur 10 cm d'épaisseur avec profil de finition.

LOCALISATION :

Dans les locaux suivants :

⇒ 50 m2 forfaitairement

5.4 - FAUX PLAFONDS

5.4.1 - Faux plafonds de couleur

Fourniture et pose de faux plafonds de type COLOR-ALL de ROCKFON ou équivalent.

Caractéristiques :

Dimensions	: 600 x 600 mm,
Épaisseur	: 15 mm,
Résistance au feu	: Classe A.

Les panneaux seront posés sur une ossature métallique apparente en profils "T" galvanisé, de 24 mm/m recouverte d'une peinture laquée cuite au four (coloris au choix de l'architecte).

Les longerons principaux seront accrochés au support existant, par l'intermédiaire de suspentes en tiges filetées galvanisées. Les traverses seront fixées sur les longerons par encliquetage.

Un profil de rive en "L", prélaqué, même teinte que l'ossature principale, fixé contre les murs et cloisons sera prévu pour supporter les panneaux et finir correctement le plafond.

L'entrepreneur du présent lot devra les coupes d'onglets nécessaires aux changements de direction des différents locaux.

La mise en œuvre des panneaux et ossatures sera réalisée conformément aux prescriptions du fabricant.

Réalisation des réservations dans dalles de faux plafonds pour mise en place des équipements dus par les lots techniques à la charge du présent lot.

LOCALISATION :

Suivant plans :

⇒ Dalles 60x600 colorées dans la légende

5.4.2 - Faux plafonds blancs

Fourniture et pose d'un faux-plafond en dalles minérales type Medicare AIR, des Ets Rokfon, ou équivalent.

Le faux plafond est composé :

D'une âme en panneau de laine de roche ;

D'une face visible en voile hydrofuge peint blanc structuré ;

D'une face arrière par membrane haute performance bords scelles.

Caractéristiques :

Dimensions	: 600 x 600 m/m ;
Détail de bord	: Bords A ;
Épaisseur	: 20 mm ;
Classement au feu	: Euroclass A1 (incombustible) ;
Résistance à l'humidité	: 100% ;
Coefficient d'absorption acoustique α_w	: 0.90 (A) ;
Classe de propreté	: ISO 5 ;
Réflexion à la lumière	: 85%.

Les panneaux seront posés sur une ossature métallique apparente 24 mm, en profils porteur 24, recouverte d'une peinture laquée cuite au four. Teinte au choix du Maître d'Œuvre dans la palette du fabricant. Les longerons principaux seront accrochés au support existant, par l'intermédiaire de suspentes en tiges filetées galvanisées. Les traverses seront fixées sur les longerons par encliquetage.

Un profil de rive en "L", de même nature que l'ossature principale, fixé contre les murs et cloisons sera prévu pour supporter les panneaux et finir correctement le plafond.

L'entrepreneur du présent lot devra les coupes d'onglets nécessaires aux changements de direction des différents locaux.

La mise en œuvre des panneaux et ossatures sera réalisée conformément aux prescriptions du fabricant

Par ailleurs, les plénums de faux plafonds seront recoupés au titre du présent lot conformément à la réglementation en vigueur

La ventilation des plénums de faux plafonds sera assurée par des grilles de ventilations en alu laqué fournies posées au titre du présent lot, teinte au choix du Maître d'Œuvre dans la gamme du fabricant, à raison de 1/100ème de leur surface suivant les besoins des lots techniques.

LOCALISATION :

Suivant plans :

⇒ Dalles 60x600 blanches dans la légende

5.4.3 - Faux-plafond résistant à l'humidité

- Faux plafonds en dalles type CERAMAGUARD de chez Armstrong ou équivalent
 - Dimensions dalles 1200mm x 600mm
 - Pose sur ossature en aluminium laqué blanc ; ossature apparente de 24 mm suspendue sur la structure y compris toutes sujétions suivant recommandations du fabricant.
 - Finition soignée.
- Réservations pour les luminaires encastrés et les bouches VMC à la charge du présent Lot sur les indications des Entrepreneurs concernés.

LOCALISATION :

Suivant plans dans les locaux suivants :

- ⇒ *L'ensemble des WC*
- ⇒ *L'ensemble des locaux ASH et Locaux techniques*

5.4.4 - Grilles de ventilation

Fourniture et pose de grilles de ventilation en aluminium laqué compris toutes sujétions de mise en œuvre.

LOCALISATION :

- ⇒ *Il sera prévu une quantité provisionnelle de 15 unités.*

5.4.5 - Trappes de visites

Fourniture et pose de trappe de visite en aluminium 600 x 600 mm avec plaque de plâtre intégrée. Ouverture et fermeture par simple pression avec câble de sécurité.

LOCALISATION :

- ⇒ *15 trappes.*